

2023/



## DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE VILLE DE RIS-ORANGIS

### ARRÊTÉ TEMPORAIRE N° 2023/074 du mardi 28 février 2023

#### Permission de voirie pour Opérateur ORANGE autorisant l'Occupation du Domaine public sur diverses voiries du domaine public routier

Le Maire de Ris-Orangis, Conseiller départemental de l'Essonne,

**VU** Le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** Le Code de la voirie routière, notamment ses articles L113-3, L113-4, L115-1, R115-1 et suivants ; R141-13 et suivants,

**VU** le Code des postes et des communications électroniques, notamment ses articles, L45-9, L47 et R20-45 à R20-54,

**VU** l'arrêté ministériel du 26 mars 2007 relatif aux demandes de permissions de voirie mentionnées à l'article R20-47 du Code des postes et des communications électroniques,

**VU** la décision n° 2022/089 du 22 mars 2022, fixant des redevances d'occupation du domaine public routier et non routier dues par les opérateurs de communications électroniques,

**VU** le règlement communal de voirie,

**VU** la demande d'ORANGE UIPP / Entreprise SOGETREL RCC, 16/18 avenue du Québec – 91140 VILLEBON SUR YVETTE - Opérateur de communications électroniques en date du 28 juin 2022 concernant l'occupation d'ouvrage en domaine public routier avenue du Vieux Cèdre à Ris-Orangis,

**CONSIDÉRANT** que l'occupation du domaine public communal par les opérateurs de télécommunications numériques donne lieu à versement de redevance,

**SUR** proposition des Services Techniques Municipaux,

2023/

---

## ARRÊTE

### ARTICLE 1<sup>er</sup> : Permission de voirie

L'opérateur ORANGE UIPP / Entreprise SOGETREL RCC, 16/18 avenue du Québec – 91140 VILLEBON SUR YVETTE est autorisé à établir, à occuper et exploiter des réseaux de communications électroniques sur le domaine public routier communal. Les ouvrants faisant l'objet du présent arrêté portant permission de voirie ainsi que leur localisation sont détaillés à l'article 3 « Nature de ouvrages ».

Cette permission de voirie est délivrée à titre personnel, précaire et révocable, dans le cadre de l'activité d'opérateur de communications électroniques, au sens notamment des articles L.32 à L.32-5, L.33 à L.33-10 du CPCE (Code des postes et des communications électroniques), exercée par le bénéficiaire et sous réserve du respect des dispositions législatives et réglementaires auxquelles il est soumis et des dispositions particulières détaillées ci-après.

### ARTICLE 2 : Cession et durée

Pour les ouvrages détaillés à l'article 3, la permission de voirie est établie jusqu'au 3 décembre 2023, sous réserve du respect des dispositions de l'article 3. Elle ne peut être cédée sans accord préalable de l'autorité gestionnaire.

S'il souhaite maintenir sur le domaine public les ouvrages autorisés au titre du présent arrêté au-delà de la date d'échéance sus citée, le permissionnaire devra, au moins trois mois avant cette date, solliciter le renouvellement de la permission de voirie qui lui a été accordée.

### ARTICLE 3 : Nature des ouvrages

Le permissionnaire remet à l'autorité gestionnaire du domaine public, sous la forme du tableau figurant en annexe du présent arrêté, un descriptif des ouvrages occupant le domaine public routier et faisant l'objet de la présente permission de voirie.

L'opérateur ORANGE est autorisé à installer et à maintenir des infrastructures de télécommunications dans le domaine public sur les voies communales au vu du tableau figurant ci-dessous,

*Au vu du dossier de demande de permission de voirie adressé par ORANGE annexé au présent arrêté, le linéaire et le m<sup>2</sup> suivant sont renseignés par la commune :*

Voie communale	Total des artères en m ou Km aérien
	Poteau
Avenue du Vieux Cèdre à Ris-Orangis	1

### ARTICLE 4 : Exploitation, entretien et maintenance des ouvrages - Responsabilité

Le permissionnaire est responsable de tous les accidents et dommages pouvant résulter de l'occupation ou de l'exploitation des ouvrages. Il sera tenu de maintenir en permanence en bon état et à ses frais exclusifs tous les ouvrages faisant l'objet de permission de voirie. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

2023/

#### **ARTICLE 5 : Travaux ultérieurs sur le réseau routier**

Conformément aux dispositions de l'article R.20-49 du Code de postes et communications électroniques, « lorsqu'il procède à des travaux rendant nécessaires le déplacement ou la modification de l'installation, le gestionnaire informe l'occupant de la date à laquelle le déplacement ou la modification devront être réalisés avec préavis qui, sauf urgence, ne peut être inférieur à deux mois ».

Tous déplacements ou modifications des ouvrages seront pris en charge par le permissionnaire.

#### **ARTICLE 6 : Retrait de la permission**

Les permissions de voirie sont par définition personnelles, précaires et révocables.

Les permissions de voirie étant accordées pour l'exercice d'une activité d'opérateur de communications électroniques au sens notamment des articles : L.32 à L.32-5, L.33 à L.33-10, du CPCE, ces dernières seront retirées de fait si le demandeur perd sa qualité d'opérateur de réseau de communication électronique.

#### **ARTICLE 7 : Situation des ouvrages au terme de la permission et en cas d'abandon**

Dans le cadre de l'abandon des ouvrages et dans tous les cas où l'autorité prendrait fin dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur, les lieux devront être remis en état par le permissionnaire, à ses frais, sauf avis contraire du gestionnaire du domaine public.

#### **ARTICLE 8 : Redevance**

En contrepartie de l'occupation du domaine public, le permissionnaire versera annuellement à la commune gestionnaire du domaine public une redevance dont le montant est calculé sur la base des tarifs définis par la décision n°2022/089 du 22 mars 2022 fixant des redevances d'occupation du domaine public routier et non routier dues par les opérateurs de communications électroniques, conformément notamment aux dispositions des articles R.20-51 et R.20-52 du Code des postes et communications électroniques.

Ce montant sera révisé au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, conformément à l'article R.20-53 du Code précité.

Le Maire certifie sous sa responsabilité

Le caractère exécutoire de cet acte :

Transmis en Préfecture

le : 24 MARS 2023  
Publié le : 24 MARS 2023

Notifié le :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours

Devant le Tribunal Administratif de Versailles

Dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.

#### **ARTICLE 9 : Ampliation du présent arrêté sera transmise :**

- Monsieur le Directeur Départemental des Polices Urbaines,
- Madame la Commissaire de la Police d'Evry,
- Monsieur le Directeur de la Police Municipale,
- Madame la Directrice des Services Techniques et de l'Urbanisme.

Et toute autorité administrative et agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Ris-Orangis, le 28 février 2023

Stéphane Raffalli  
Maire de Ris-Orangis  
Conseiller départemental de l'Essonne



2023/